



5

Options politiques
et réponses
à la crise liée
au coût de la vie



 **5**

Options politiques et réponses à la crise liée au coût de la vie

Le présent rapport met en lumière la manière dont les différentes crises des trois dernières années ont interagi pour affecter à la fois la croissance des salaires et les résultats sur le marché du travail pour les salariés du monde entier. Alors que l’OMS a annoncé que la fin de la pandémie de COVID-19 est proche¹, l’impact croissant d’une crise grave et généralisée liée à l’inflation ainsi qu’un ralentissement mondial de la croissance économique, provoqué en partie par la guerre en Ukraine et la crise énergétique mondiale, empêchent la croissance des salaires réels de renouer avec une valeur positive dans la plupart des pays et régions du monde. En effet, depuis que le BIT suit l’évolution des tendances salariales dans le cadre de son *Rapport mondial sur les salaires*, il s’agit ici de la première fois que la croissance mondiale des salaires est négative – malgré une série de données remontant à 2006 et couvrant donc une période caractérisée par les crises économiques les plus importantes du XXI^e siècle.

¹ Le 14 septembre 2022, le directeur général de l’OMS a annoncé que la fin de la pandémie de COVID-19 était proche, présentant les perspectives les plus optimistes à ce jour sur la crise sanitaire qui a fait près de 7 millions de victimes dans le monde depuis deux ans.

Avant la pandémie, la faible croissance des salaires dans les pays et les régions du monde était souvent source de préoccupation et de nombreuses discussions existaient sur les moyens possibles d'augmenter la croissance des salaires afin de soutenir la demande intérieure et réduire les inégalités (FMI, 2017; OIT, 2019a; OCDE, 2016). La crise liée au COVID-19 a déclenché une réponse sans précédent dans les pays du monde entier alors que ces derniers cherchaient à soutenir les travailleurs et les revenus et à sauver les marchés du travail de l'effondrement. Cependant, la différence de capacités entre les économies avancées, les économies émergentes et les économies en développement pour répondre à la crise a exacerbé les inégalités salariales à l'échelle mondiale, lesquelles ont atteint des niveaux jamais observés depuis 2008-2010, inversant ainsi en partie la baisse des inégalités enregistrée au cours des deux dernières décennies (Adarov, 2022).

La pauvreté a également progressé. Bien qu'à l'échelle mondiale la pauvreté soit récemment repartie à la baisse, entre 75 et 95 millions de personnes ont été plongées dans une extrême pauvreté suite à la pandémie de COVID-19 (Gerszon Mahler *et al.*, 2022). La croissance négative des salaires signalée pour 2022, qui a été stimulée par la hausse rapide de l'inflation, devrait entraîner de nouvelles augmentations des inégalités au sein des pays, non seulement en raison du fait que l'inflation frappe plus durement les ménages à faible revenu (Bulíř, 2001; Benson, 2021; Orchard, 2022), mais également parce que les ménages vulnérables à l'inflation

Les politiques visant à freiner la hausse de l'inflation ont un impact sur les ménages à tous les niveaux de revenu, et il est donc nécessaire de soutenir les travailleurs salariés et leur famille en leur garantissant des salaires adéquats.

sont susceptibles d'avoir été davantage exposés à une perte d'emploi salarié et à une baisse de leur masse salariale totale dans les phases les plus sévères de la crise. Il est de toute évidence nécessaire d'adopter des politiques visant à freiner la hausse de l'inflation, mais il convient également de tenir compte de la manière dont ces politiques ont un impact sur les ménages à tous les niveaux de revenu. Il convient, plus que jamais, de soutenir les travailleurs salariés et leur famille en leur garantissant des salaires adéquats. L'objectif de ce dernier chapitre est d'offrir un aperçu des différentes options politiques et réponses apportées à la crise actuelle liée au coût de la vie.

► 5.1. Politiques macroéconomiques

À partir du deuxième trimestre 2022, les banques centrales et les autorités monétaires du monde entier ont réagi à la crise inflationniste actuelle, notamment en relevant les taux d'intérêt pour empêcher l'inflation de s'envoler encore davantage. Le 15 juin 2022, la Réserve fédérale des États-Unis a relevé ses taux d'intérêt de référence de 0,75 point de pourcentage – la plus forte hausse enregistrée depuis 1994 – en tant que première étape pour atteindre progressivement un taux d'inflation de 2 pour cent d'ici à 2024. De la même manière, au deuxième trimestre 2022, la Banque centrale européenne (BCE) a annoncé une levée progressive de la politique monétaire accommodante. Elle a ensuite relevé les taux d'intérêt de 0,25 point de pourcentage en juillet 2022 et de 0,75 point de pourcentage supplémentaire en septembre 2022 – la plus forte hausse jamais enregistrée. Tout comme la Réserve fédérale, la BCE prévoit d'atteindre un taux d'inflation de 2 pour cent d'ici à 2024.

Avec la hausse des taux d'intérêt, une augmentation du coût de financement (et donc une mise en avant des avantages de l'épargne) est attendue, tout comme une baisse de la

consommation et des investissements ainsi qu'une stabilisation de l'inflation à mesure que l'économie ralentit. Une politique monétaire stricte pourrait, cependant, avoir une incidence négative sur certains segments de la population et être à l'origine d'une période de récession. Les ménages peuvent, par exemple, éprouver certaines difficultés à rembourser leurs dettes, y compris leurs hypothèques, dont la souscription comporte le plus grand risque en matière d'investissement pour la plupart des ménages. Les mesures prises par la BCE en 2022 ont déjà augmenté le coût de remboursement d'un prêt hypothécaire moyen en Espagne d'environ 120 euros par mois. Cela risque de provoquer des difficultés financières importantes pour les ménages à faible revenu dans un pays où le salaire minimum brut est de 1 167 euros par mois. Une augmentation des taux d'intérêt entraîne une augmentation du coût de gestion des prêts hypothécaires et de la location d'une maison, ce qui pourrait également retarder la décision des jeunes travailleurs de devenir indépendants et de fonder une famille, contribuant ainsi au vieillissement de la population. En outre, les ménages qui se sont endettés au cours de la crise liée au

COVID-19 afin de subvenir à leurs besoins sont désormais confrontés au double fardeau de rembourser leurs dettes à des taux d'intérêt plus élevés, ce qui fera encore baisser leur niveau de vie. Bien que les banques centrales soient conscientes de ces risques, le scénario alternatif d'une hausse continue de l'inflation des prix est considéré comme encore moins souhaitable.

Pour les propriétaires d'une entreprise, une augmentation des taux d'intérêt entraîne une augmentation du coût de financement de leur entreprise, y compris du coût de l'investissement. Cela pourrait freiner la création d'emplois salariés dans le secteur privé et contribuer encore davantage à un ralentissement de la croissance économique. La création d'emplois dans le secteur public peut également pâtir d'une politique monétaire stricte. Alors que des taux d'intérêt élevés augmentent l'attractivité de la dette publique auprès des investisseurs, car les obligations d'État offrent des rendements plus élevés pour un risque considéré comme faible, le paiement d'intérêts sur la dette publique auquel sont confrontés les gouvernements augmente, ce qui peut en fin de compte capter des ressources habituellement consacrées à la création d'emplois dans le secteur public. Pour les pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire, l'augmentation actuelle des taux d'intérêt aux États-Unis, conjuguée à l'appréciation du dollar qui en a résulté, signifie que les remboursements de la dette sont devenus plus onéreux, mettant leurs économies en péril à un moment où leurs marchés du travail peinent encore à se remettre des effets de la pandémie (Estevão, 2022).

L'un des mécanismes par lequel une politique monétaire stricte peut empêcher l'inflation de continuer à augmenter est l'effet d'une telle politique sur les anticipations d'inflation et donc sur la modération des revendications salariales pour éviter une spirale salaires-prix² (BCE, 2022). En effet, les anticipations de prix (ou les anticipations d'inflation dans le futur) sont un élément clé des négociations salariales, y compris dans le cadre de la négociation collective³. Mais est-il possible qu'un tel mécanisme joue un rôle dans la réduction des taux d'inflation actuels? En se basant sur des données empiriques, le présent rapport démontre que les salaires nominaux ne progressent pas au même rythme que l'inflation et que la faible croissance des salaires en retard sur la croissance de la productivité, déjà mise en évidence dans le *Rapport mondial sur les salaires 2018/19* (OIT, 2019a), reste l'une des caractéristiques des salaires dans de nombreux pays du monde. Il n'existe, en réalité, aucune preuve d'une spirale salaires-prix ni dans les pays à revenu élevé, ni dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, dont la plupart ont encore des niveaux d'emploi inférieurs

à ceux observés avant la pandémie (FMI, 2022d; Orchard, 2022). Il semblerait donc qu'une grande partie de la récente hausse de l'inflation soit le résultat des politiques expansionnistes de ces dernières années combinées à la récente augmentation des prix de l'énergie, aux retards accumulés dans les chaînes d'approvisionnement mondiales causés par la crise liée au COVID-19 et aux conflits géopolitiques, notamment la guerre en Ukraine (OIT, 2022c). Il reste également à déterminer si certaines grandes entreprises ont profité de l'environnement inflationniste pour augmenter leurs prix et leurs bénéfices (Zahn, 2022). Les salariés, en particulier ceux des déciles inférieurs de l'échelle de la répartition des salaires, sont confrontés à des prix plus élevés et à la hausse résultant d'un ensemble de chocs exogènes qui ne semblent pas liés à la spirale des salaires. Dans de telles circonstances, le processus de négociation des futurs ajustements des salaires nominaux devrait tenir compte d'une valeur anticipée des prix qui soit suffisamment large mais prudente. Cela pourrait contribuer à préserver le niveau de vie des ménages – en particulier des ménages à faible revenu – contre de futures hausses inattendues de l'inflation, tout en évitant une spirale indésirable inflation-salaires. En outre, tel que démontré au sein du présent rapport, l'écart entre la croissance des salaires et la croissance de la productivité du travail continue à se creuser: en réalité, en 2022, cet écart a atteint sa plus grande amplitude depuis le début du XXI^e siècle. Cela signifie qu'il est envisageable d'augmenter les salaires réels moyens, non seulement pour refléter l'inflation, mais également pour s'aligner sur la croissance de la productivité.

►► L'écart entre la croissance des salaires et la croissance de la productivité du travail continue à se creuser: il est envisageable d'augmenter les salaires réels moyens, non seulement pour refléter l'inflation, mais également pour s'aligner sur la croissance de la productivité.

2 La courbe de Phillips suppose une relation inversée entre le chômage et la croissance des salaires, d'après laquelle un chômage plus faible entraîne une augmentation des salaires et de l'inflation.

3 La prévision d'un taux d'inflation de 2 pour cent en 2024 devrait certainement affecter les ajustements prévus au sein des accords collectifs sur les salaires actuellement négociés pour les deux prochaines années. Cependant, il n'y a pas si longtemps, les banques centrales et le FMI appelaient à une augmentation des salaires, ces derniers étant bien trop bas pour faire grimper l'inflation à l'objectif de 2 pour cent (Vieira, 2016).

► 5.2. La nécessité de renforcer les institutions du marché du travail et les politiques salariales

Le présent rapport démontre la manière dont les taux d'inflation affaiblissent également le pouvoir d'achat des travailleurs recevant un salaire minimum. Dans la mesure où, avant la pandémie, 327 millions de salariés, soit 19 pour cent de l'ensemble des salariés dans le monde, gagnaient un salaire égal ou inférieur au salaire minimum horaire applicable (OIT, 2021c), un réajustement adéquat du salaire minimum contribuerait en soi à améliorer de manière significative le niveau de vie des ménages à faible revenu dans le cadre de la crise actuelle liée au coût de la vie. L'importance du salaire minimum en tant qu'outil permettant de réduire la pauvreté des travailleurs est mise en évidence par le fait que 90 pour cent des États Membres de l'OIT ont mis en place des systèmes de salaire minimum. Les salaires minima peuvent offrir aux travailleurs faiblement rémunérés une protection contre une érosion massive de leur pouvoir d'achat en période de forte inflation. Pour que ce mécanisme soit efficace, il est toutefois nécessaire que les salaires minima soient ajustés de manière régulière afin de tenir compte des besoins des travailleurs et de leur famille, ainsi que des facteurs économiques. Les partenaires sociaux doivent pouvoir participer pleinement à ce processus d'ajustement, conformément à la convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970. Un ajustement des salaires minima contribuerait donc de manière positive à atténuer les effets de la crise actuelle liée au coût de la vie, tout en aidant à soutenir la demande globale à un moment où l'économie mondiale ralentit en raison de plusieurs crises concomitantes (OIT, 2016). Il convient de souligner que les salaires minima ont également joué un rôle positif pendant la crise liée au COVID-19 en servant de point de référence dans les régimes de subventions salariales temporaires (OIT, 2020a).

Le renforcement du dialogue social, y compris la négociation collective, peut être un élément déterminant pour parvenir

à des ajustements salariaux adéquats au cours d'une crise. Pour cela il est nécessaire de commencer par garantir une représentation adéquate de la voix des employeurs et de celle des travailleurs. Plusieurs études ont, cependant, souligné que le déclin progressif du pouvoir des syndicats, qui s'accompagne d'une montée en puissance des grandes entreprises, est un facteur permettant d'expliquer la lente croissance des salaires réels au cours des trois dernières décennies. Le dialogue social, à la fois bipartite et tripartite, a joué un rôle essentiel dans la réponse immédiate apportée à la crise liée au COVID-19 dans de nombreux pays et secteurs économiques, en particulier à l'heure d'élaborer et de mettre en œuvre des plans de relance au niveau national. Des efforts considérables ont été entrepris pour renforcer la capacité des institutions publiques et des organisations d'employeurs et de travailleurs à participer à ce dialogue et à parvenir à des positions communes pour relever les défis posés par la crise (OIT, 2021d). Malheureusement, selon un récent rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le taux de syndicalisation a reculé dans les pays de l'OCDE, passant de 33 pour cent, en moyenne, en 1975 à 16 pour cent en 2018, tandis que la proportion de travailleurs couverts par une convention collective est passée de 45 pour cent en 1985 à 32 pour cent en 2017 (OCDE, 2019). Aux États-Unis, par exemple, la part de travailleurs couverts par des conventions collectives est passée de 27 pour cent en 1979 à seulement 11,6 pour cent en 2019 (Hirsch et Macpherson, non daté).

La négociation collective et le dialogue social peuvent se baser sur des données factuelles solides pour guider les négociations bipartites ou tripartites. Le présent rapport souligne l'importance d'utiliser des données pertinentes pour examiner l'impact de la crise liée au COVID-19 sur les résultats des salariés sur le marché du travail. Le chapitre 4 vise,

► Les salaires minima peuvent offrir aux travailleurs faiblement rémunérés une protection contre une érosion massive de leur pouvoir d'achat en période de forte inflation. Pour que ce mécanisme soit efficace, il est toutefois nécessaire que les salaires minima soient ajustés de manière régulière afin de tenir compte des besoins des travailleurs et de leur famille, ainsi que des facteurs économiques. Les partenaires sociaux doivent pouvoir participer pleinement à ce processus d'ajustement.

plus particulièrement, à identifier les effets de composition de l'emploi sur les résultats concernant les salaires afin de mieux comprendre la manière dont la crise a touché les salariés à travers l'ensemble de l'échelle de la répartition des salaires. Il est ainsi apparu que la perte d'emploi salarié chez les femmes était supérieure à celles des hommes, que les travailleurs faiblement rémunérés avaient été confrontés davantage à la perte d'emploi que les travailleurs mieux rémunérés et que les salariés occupant un emploi informel avaient été plus durement touchés que ceux occupant un emploi formel. En ce qui concerne l'élaboration des politiques, il est nécessaire de disposer de données factuelles solides et détaillées afin de guider les partenaires sociaux et les institutions du marché du travail. Pendant la pandémie, les bureaux nationaux de statistique ont fait de gros efforts pour maintenir une collecte régulière de données à des fins d'enquête mais, dans plusieurs pays, l'étendue des données collectées jusqu'à fin 2021 (et parfois jusqu'au premier semestre 2022) n'est pas comparable à celle des années précédentes. Cela s'est notamment manifesté au niveau des statistiques sur les salaires (voir l'annexe I, en particulier les sections relatives au traitement des données). Par conséquent, une recommandation pertinente pour les responsables politiques est de renforcer la capacité des bureaux nationaux de statistique – principalement, mais pas exclusivement, dans les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire – afin de pouvoir collecter des informations sur le marché du travail, même en temps de crise.

Tel que souligné au chapitre 3, l'inflation des prix à la consommation a généralement eu une plus grande incidence sur les ménages à faible revenu, qui consacrent une part plus importante de leur revenu à des biens dont le prix est «non élastique», tels que notamment l'alimentation, le logement et les transports. Dans certains pays, le coût de la vie plus élevé auquel sont confrontés les ménages à faible revenu est déjà pris en considération lors de l'ajustement du salaire minimum. Au Brésil, par exemple, l'indice national des prix à la consommation (INPC) est utilisé à la place de l'indice général des prix pour ajuster le salaire minimum⁴. L'INPC est calculé en se basant sur la consommation des ménages recevant entre une et huit fois le salaire minimum, alors que l'indice général des prix se base sur la consommation des ménages recevant jusqu'à quarante fois le salaire minimum, ce qui couvre donc la quasi-totalité des salariés à l'exception de ceux des déciles supérieurs. L'INPC accorde une plus grande pondération aux biens consommés par les ménages les plus pauvres et, depuis 2011, il s'agit de l'indice utilisé pour ajuster le salaire minimum national, aux côtés de la variation du PIB de l'année précédente. Un autre exemple d'indice différencié est l'indice américain des prix à la consommation pour les salariés urbains et les employés de bureau (Consumer Price Index for Urban Wage Earners and Clerical Workers – CPI-W), qui est

►► La création d'emplois salariés formels et décents est une condition préalable à une répartition plus équitable des salaires et des revenus, et est un facteur essentiel à une croissance des salaires équitable et durable.

légèrement supérieur à l'indice des prix à la consommation pour l'ensemble des consommateurs urbains (Consumer Price Index for All Urban Consumers – CPI-U), dans la mesure où le premier indice prend effectivement en considération l'ensemble des travailleurs à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Aux États-Unis, le CPI-W est utilisé uniquement pour ajuster les prestations de sécurité sociale et de retraite fédérales, et non les revenus des salariés (pas même pour les salariés recevant un salaire minimum). Ces deux pays (Brésil et États-Unis) offrent des exemples d'actions pouvant contribuer à ajuster les salaires nominaux des ménages à faible revenu de sorte que, notamment en période d'inflation élevée et croissante, les salaires réels soient alignés sur les habitudes de dépenses des salariés situés au bas de l'échelle de la répartition des salaires.

Il convient d'ajouter que la création d'emplois salariés formels et décents est une condition préalable à une répartition plus équitable des salaires et des revenus, et est un facteur essentiel à une croissance des salaires équitable et durable. À la fin de l'année 2021, l'emploi dans les pays à revenu élevé avait retrouvé son niveau d'avant la pandémie (atteignant parfois même des niveaux supérieurs), certains de ces pays ayant connu une forte augmentation du nombre d'offres d'emploi (en particulier pour les travailleurs peu qualifiés et semi-qualifiés) tandis que le nombre de demandeurs d'emploi est resté stable (OIT, 2022a). Dans les économies à faible revenu et à revenu intermédiaire, l'emploi n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant la pandémie, alors que l'emploi informel semble quant à lui être en augmentation – un effet qui pourrait perdurer bien au-delà des conséquences liées à la crise du COVID-19. La recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015, contient des orientations qui peuvent aider les pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire à atténuer ces effets.

4 INPC est l'abréviation d'*Índice Nacional de Preços ao Consumidor*. Il existe un troisième panier de produits et services calculé par l'institut brésilien de géographie et de statistique, connu sous le nom de «panier nécessaire du salaire minimum». Le prix de ce panier s'est avéré être inabordable pour les travailleurs recevant un salaire minimum général, mais il permet aux responsables politiques de mieux comprendre l'inflation réellement subie par les ménages recevant un salaire minimum, dont le taux a de tout temps été plus élevé que celui implicitement visé par l'INPC (Lemos, 2004).

► 5.3. Les politiques de soutien aux ménages, en particulier aux ménages les plus vulnérables, en période de forte inflation

Les politiques visant à atténuer les effets de la crise liée au coût de la vie sur les ménages se traduisent par des mesures ciblant des groupes spécifiques, telles que des bons sous condition de ressources fournis aux ménages à faible revenu pour leur permettre d'acheter des biens essentiels, ou encore des interventions plus générales dans le but de réduire le coût de la vie pour l'ensemble des ménages, par exemple grâce à la réduction (souvent temporaire) de la fiscalité indirecte sur les biens et services. De nombreux gouvernements, en particulier parmi les pays de la zone euro, fournissent, par exemple, aux ménages à faible revenu des chèques énergie pour les aider à surmonter la crise énergétique actuelle. En septembre 2022, le gouvernement allemand a annoncé une enveloppe de 200 milliards d'euros afin d'atténuer l'impact de la flambée des prix de l'énergie sur les entreprises et les ménages: ces mesures comprennent un gel du prix du gaz et une réduction de la taxe sur la vente de carburant. De la même manière, le ministère français de l'Économie et des Finances a annoncé une enveloppe de 45 milliards d'euros pour protéger les ménages et les entreprises des chocs des prix de l'énergie. Toujours en France, les ménages dont le revenu annuel est inférieur à 10 800 euros sont éligibles depuis 2018 à des chèques énergie d'un montant pouvant aller de 48 à 277 euros par mois.

Certains pays (ou blocs de pays) ont introduit des taxes, temporaires ou permanentes, sur les sociétés pétrolières et gazières, les grandes entreprises ou les ménages plus aisés, afin d'aider à financer les mesures adoptées en temps de crise. En septembre 2022, l'UE a, par exemple, proposé une taxe exceptionnelle sur les bénéfices des entreprises du secteur des énergies fossiles afin de compenser les effets de la crise énergétique. Dans le même temps, l'Espagne a annoncé un ensemble de mesures (certaines temporaires, d'autres permanentes) visant à augmenter les recettes de l'État pour surmonter la crise actuelle tout en évitant de pénaliser les ménages vulnérables. Ces mesures comportent: une taxe (temporaire) de 1,7 pour cent sur le patrimoine des grandes fortunes (c'est-à-dire les ménages disposant d'un patrimoine de 3 millions d'euros ou plus), une augmentation pouvant aller jusqu'à 2 points de pourcentage de l'impôt versé par les travailleurs dont les revenus se situent dans la tranche supérieure, une taxe temporaire appliquée à la fois aux grandes entreprises énergétiques et au secteur bancaire et, simultanément, une réduction de l'impôt sur le revenu pour les ménages à faible revenu ainsi qu'une réduction des impôts versés par les petites entreprises et les travailleurs indépendants. Au Royaume-Uni, une taxe de 25 pour cent a été instituée en mai 2022 sur les bénéfices des grandes entreprises pétrolières et gazières opérant sur le territoire

national. Cette taxe devrait rapporter plus de 28 milliards de livres sterling dans les prochaines années. En octobre 2021, l'OCDE a convenu d'introduire une réforme historique du système fiscal international, afin de s'assurer que les entreprises multinationales (EMN) soient soumises à un taux d'imposition minimum de 15 pour cent à partir de 2023. Cet accord couvre 136 pays et juridictions, représentant plus de 90 pour cent du PIB mondial, et pourrait conduire, le cas échéant, à réattribuer aux pays du monde entier plus de 125 milliards de dollars É.-U. de bénéfices d'une centaine des EMN les plus grandes et les plus rentables au monde (OCDE, 2021). De telles mesures pourraient aider les gouvernements à mobiliser les ressources nécessaires pour faire face aux crises actuelles. En supposant que les producteurs d'énergie ne répercutent pas leurs coûts plus élevés sur les consommateurs, de telles politiques pourraient atténuer considérablement l'incidence de la crise liée au coût de la vie sur les ménages à faible revenu, tout en évitant d'impacter négativement les prix ou l'inflation.

►► Une réduction de la TVA peut atténuer le fardeau que représente l'inflation pour les ménages à faible revenu tout en contribuant également à réduire l'inflation.

Une réduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) peut atténuer le fardeau que représente l'inflation pour les ménages à faible revenu tout en contribuant également à réduire l'inflation. En Allemagne, par exemple, la TVA a été réduite pendant six mois, du 1^{er} juillet au 31 décembre 2020, dans le cadre du plan de relance après la pandémie de COVID-19 afin de stimuler la demande globale. Outre le fait de réduire considérablement le coût des biens et des services de base (par exemple le taux de TVA sur les denrées alimentaires précédemment fixé à 7 pour cent a été ramené à 5 pour cent), cette politique aurait permis au PIB allemand d'augmenter de 0,3 pour cent (Funke et Terasa, 2022). Alors que la crise actuelle liée au coût de la vie commence à menacer la survie économique des ménages, plusieurs pays ont décidé de réduire le taux de la TVA sur l'énergie. En Espagne, par

exemple, la TVA sur l'électricité a été réduite, passant de 21 à 5 pour cent à compter du mois de juin 2022, tandis qu'en Allemagne la TVA sur le gaz a été ramenée de 19 à 7 pour cent à compter du mois d'août 2022. Les avantages liés à la réduction de la TVA sur les biens et les services essentiels sont doubles. Tel que précédemment souligné au chapitre 4, il s'agit des biens pour lesquels les ménages à faible revenu consacrent la plus grande partie de leurs revenus, ce qui signifie que la réduction de leur coût peut aider ces derniers à traverser la crise. Dans le même temps, la baisse de la TVA contribue à faire baisser le niveau général des prix, ce qui est également l'objectif d'une politique monétaire stricte.

Alors que la crise actuelle liée au coût de la vie commence à menacer la survie économique des ménages, plusieurs pays ont décidé de réduire le taux de la TVA sur l'énergie.

► 5.4. Remédier aux écarts de rémunération entre les femmes et les hommes

D'après le *Rapport mondial sur les salaires 2018/19*, qui s'appuyait sur des données collectées entre 2014 et 2016, l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes s'élevait à 20 pour cent en moyenne à l'échelle mondiale (OIT, 2019a). Sur la base d'un échantillon plus restreint de pays, l'édition actuelle du rapport mondial suggère que les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes ont très peu évolué au cours de ces dernières années, malgré les efforts déployés par plusieurs pays de toutes les régions du monde pour réduire la discrimination salariale et parvenir à un salaire égal pour un travail de valeur égale. Ce résultat reflète la complexité de la lutte contre les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il reste encore beaucoup à faire pour réduire les inégalités salariales entre les femmes et les hommes dans le monde du travail. Il s'agit surtout de s'attaquer à la partie de l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes qui peut s'expliquer par les caractéristiques des femmes sur le marché du travail, c'est-à-dire notamment en améliorant le niveau d'instruction des femmes et en s'efforçant d'obtenir une répartition plus équitable des femmes et des hommes entre les différentes professions et les industries. Il s'agit également de s'attaquer à d'autres facteurs sous-jacents de l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes, notamment en réduisant l'écart de rémunération lié à la maternité, en augmentant les salaires dans les secteurs et industries sous-évalués et dans lesquels les femmes sont majoritairement représentées, et en mettant en œuvre des cadres juridiques et des politiques destinés à améliorer la transparence des salaires au niveau de l'entreprise en vue d'éliminer la discrimination salariale. La Coalition internationale pour l'égalité salariale, une initiative conjointe lancée par

l'OIT, ONU Femmes et l'OCDE en septembre 2017, a réussi à atteindre les gouvernements, les partenaires sociaux, ainsi qu'un nombre considérable d'entreprises du secteur privé dans le cadre de sa mission de parvenir à un salaire égal pour un travail de valeur égale⁵. Cette initiative ainsi que d'autres initiatives similaires permettent aux pays du monde entier de s'inspirer des bonnes pratiques pour mesurer et suivre l'évolution des écarts de rémunération au niveau national, de se familiariser avec les outils que certaines grandes économies appliquent et de comprendre lesquels sont plus efficaces pour réduire la discrimination salariale entre les femmes et les hommes.

Dans le cadre de la lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes dans le monde du travail, il est important de prendre en considération l'une des conséquences possibles de la crise liée au COVID-19, à savoir un écart plus important entre le taux d'emploi des femmes et celui des hommes, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (OIT, 2022a). Lorsque les femmes quittent le marché du travail, elles sont moins susceptibles que les hommes d'y retourner; en outre, les femmes sont moins à même que les hommes de trouver un emploi (OIT, 2017). L'augmentation des écarts entre le taux d'emploi des femmes et celui des hommes peut également conduire à un affaiblissement du pouvoir de négociation des femmes sur le marché du travail, notamment dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, où les femmes ont tendance à être majoritairement occupées dans des emplois faiblement rémunérés. Cette situation risque de contribuer au maintien, voire à l'augmentation, de l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes, ce qui pourrait devenir l'un des effets à long terme de la crise liée au COVID-19.

⁵ Voir <https://www.equalpayinternationalcoalition.org/fr/>.

► 5.5. Le rôle du multilatéralisme

Bien que les prix aient déjà augmenté avant le début de la guerre en Ukraine, il est incontestable que ce conflit a contribué à une progression des taux d'inflation, en particulier dans les pays qui dépendent fortement de la Fédération de Russie pour leur approvisionnement en pétrole et en gaz. Si la guerre venait à se prolonger, cela pourrait remettre en question les résultats attendus en termes de productivité et plonger de grandes économies dans une phase de récession, en particulier les économies de la zone euro. Dans de telles circonstances, malgré la nécessité de canaliser les dépenses publiques vers des mesures de soutien aux ménages à faible revenu, il est également important d'envisager des investissements publics visant à promouvoir des sources d'énergie constituant une alternative viable aux combustibles à base de carbone. Cela pourrait être en soi un moyen d'augmenter l'emploi salarié dans de nouveaux secteurs, mais surtout cela contribuerait à accroître la stabilité mondiale en réduisant la dépendance vis-à-vis des sources d'énergie sensibles d'un point de vue géopolitique, facilitant également une transition juste vers une économie utilisant efficacement les ressources.

Bien que la période d'incertitude actuelle semble être essentiellement due à la récente crise sanitaire et à la guerre en Ukraine, le fait est qu'au cours des deux dernières décennies le monde a vraisemblablement dérivé dans une direction qui compromet la perspective de parvenir à la prospérité et à la paix pour tous, comme l'exige le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies. Les 17 objectifs de développement durable visent à éradiquer

l'extrême pauvreté et à garantir une égalité de chances pour permettre à chacun de réaliser son potentiel. La mobilisation des ressources et le financement au niveau mondial sont essentiels pour atteindre ces objectifs et, bien que la communauté internationale ait jusqu'à présent manifesté un soutien considérable, il reste encore beaucoup à faire.

Effets néfastes du changement climatique; croissance des inégalités; pauvreté, discrimination, violence et exclusion subies par des millions de personnes, y compris la discrimination dont les femmes et les filles continuent à être victimes dans de nombreuses régions du monde; absence de vaccins et d'accès à des installations sanitaires adéquates et à des soins de santé essentiels pour tous; ainsi que fracture numérique de plus en plus marquée entre les pays pauvres et les pays riches – tous ces facteurs peuvent contribuer à des conflits de nature économique, sociale et politique allant jusqu'à menacer l'existence même de l'humanité.

Aussi, en 2021, le Secrétaire général des Nations Unies a présenté un programme d'actions clés regroupées en 12 engagements, qui visent ensemble à renforcer la solidarité mondiale en tant que moyen de surmonter les crises. *Notre programme commun*, comme s'intitule le document, fait du renforcement du travail décent l'une de ces actions clés (ONU, 2021). La création d'emplois salariés décents, associée à des politiques visant à garantir des salaires adéquats, peut non seulement aider à atteindre plusieurs des objectifs de développement durable, mais également s'avérer essentielle dans le cadre de la poursuite de la justice sociale.